l'Anticapitaliste

n°758 | 12 juin 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du **NPA ~ L'ANTICAPITALISTE**

ZOOM

États-Unis. Trump fait appel à la Garde nationale

Page 3

INTERNATIONAL

Soutenir la résistance russo-ukrainienne contre la fascisation accélérée du monde

Page 4

ARGUMENTS

L'occupation française dans le Rif

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Bernard Loup du Collectif pour le triangle de Gonesse

Page 8

Édito

Continuum raciste

Par **OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE**

La société française devrait être profondément bousculée par la succession des violences racistes lorsqu'elles aboutissent à deux assassinats rapprochés : Aboubacar Cissé, poignardé le 25 avril ; Hichem Miraoui, abattu le 31 mai. Chaque jour, de nouvelles agressions islamophobes sont perpétrées dans une très grande indifférence.

Comment pourrait-il en être autrement quand la vie politico-médiatique poursuit, quoi qu'il se passe, son cours, et que, quotidiennement, des idéologues de toutes sortes défendent une vision raciste du monde et légitiment ainsi les passages à l'acte ?

Comment pourrait-il en être autrement ? Plus d'un an et demi de génocide à Gaza n'a pas suscité l'indignation de masse, que toutes les valeurs dont la « République » se vante auraient dû théoriquement motiver mais que le racisme rend impossible, tant les vies palestiniennes sont perçues comme négligeables, voire nuisibles.

Comment pourrait-il en être autrement quand la grande majorité de notre camp social n'a toujours pas intégré la profondeur du racisme et sa dimension structurante dans les rapports sociaux — ce qui constitue un obstacle récurrent dans la construction des ripostes nécessaires ?

Nous vivons sous le capitalisme racial, au sein duquel les différentes expressions du racisme — du plus diffus au plus violent, du plus institutionnel au plus individuel — ne sont pas des phénomènes séparés, mais des manifestations d'une même logique structurelle, d'un même système de domination.

Ce continuum raciste va des micro-agressions (soupçons, blagues, contrôles) aux discriminations systémiques (logement, emploi, éducation, justice…), jusqu'aux violences policières, aux crimes racistes, aux politiques coloniales et anti-migrantEs meurtrières, à la traque des sans-papiers. Ces formes peuvent varier dans leur intensité ou leur visibilité, mais elles s'enracinent toutes dans la hiérarchisation raciste des existences.

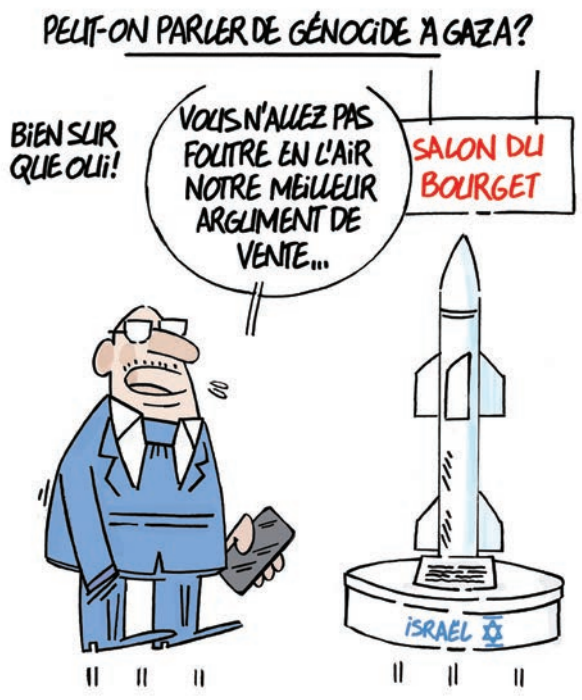
Il est urgent de construire un front antifasciste, antiraciste, anticolonial le plus large possible, tout en œuvrant à faire reconnaître qu'un même racisme organise l'oppression et tue ici — dans les mosquées, dans les quartiers populaires — et là-bas, les populations colonisées et les migrantEs, et qu'il traverse et structure toute la société.

À la Une

PALESTINE

Nous devons briser le siège de Gaza

Gaza est sous blocus depuis 2007, sous guerre génocidaire depuis 19 mois et sous embargo humanitaire depuis 3 mois. Plus de 2 millions de personnes sont quotidiennement bombardées, assassinées et affamées.



La nourriture, les médicaments ou les produits d'hygiène élémentaires sont rares, plongeant Gaza dans une crise humanitaire sans précédent, alors même que les bombardements continuent. Le système d'aide mis en place pour remplacer l'UNRWA devient un sinistre et macabre guet-apens qui entraîne tous les jours des dizaines de morts.

Israël a délégué la sécurité à des « opposants au Hamas » qui sont en fait des gangsters violents connus pour saisir l'aide humanitaire et la revendre à prix d'or. Il y a d'ailleurs des rumeurs de liens de ces supplétifs avec l'État islamique. Israël a reconnu financer ces groupes.

Israël n'a pas le droit…

L'inaction et la complicité des dirigeants occidentaux, dont Macron, permettent à ce siège et à la guerre génocidaire de continuer depuis près de 19 mois, menaçant la survie de millions de personnes. Face à cette atrocité, le mouvement de solidarité s'est organisé, et la Flottille pour Gaza a pris la mer il y a une semaine avec à son bord l'eurodéputée Rima Hassan et la militante écologiste Greta Thunberg. L'objectif était de « briser le siège » et apporter un soutien humanitaire à la population de Gaza par bateau.

Rappelons plusieurs faits : Israël n'a pas le droit de faire un blocus sur Gaza ni d'empêcher les bateaux humanitaires d'accoster à Gaza. Israël n'a pas non plus le droit d'arraisonner ou d'attaquer ces mêmes bateaux dans les eaux internationales. Israël n'a pas le droit d'arrêter dans les eaux territoriales de Gaza. Gaza n'est pas Israël.

Pourtant, Israël a déjà attaqué des flottilles. En 2010, l'attaque de la flottille avait fait 10 morts dans les eaux internationales, et il y a deux mois des drones avaient attaqué une flottille.

L'arrestation des militantEs de la Flottille de la liberté est illégale. Il s'agit d'un acte de piraterie qui serait condamné par tous les pays de la terre en temps normal. Nous demandons la libération immédiate de ces otages du régime israélien.

Libérer les otages de la Flottille

Au même moment, la caravane du « Soumoud » (la résilience) est partie d'Algérie et va rejoindre également Gaza pour briser le siège. Une marche pour Gaza est également organisée d'Europe pour s'approcher de la frontière sud et de Rafah. Des initiatives de solidarité face à l'inaction et l'absence de condamnations et de sanctions.

Le silence de notre gouvernement se fait complice. Aucun message de Macron pour la flottille. La seule remarque du ministère des Affaires étrangères est de se demander si l'intervention d'Israël sur la flottille était légale, comme si arraisonner un bateau dans les eaux territoriales et kidnapper son équipage n'enfreignait pas toutes les lois maritimes.

Nous devons nous mobiliser largement afin de soutenir la Flottille pour Gaza et pour la libération des otages. Les différentes initiatives de soutien doivent pouvoir atteindre Gaza en toute sécurité, délivrer leur aide et témoigner de l'horreur du génocide.

Sanctions immédiates

Macron doit annoncer le soutien à la création d'un État palestinien le 18 juin prochain à New York, et des rumeurs circulent qu'il ne le fera finalement pas. Cette reconnaissance, bien que minimale, ne doit pas cacher l'inaction face au génocide, aux bombardements, à l'apartheid et à la stratégie d'éradication menée par Israël.

Nous réclamons des sanctions immédiates. Pourtant, l'État français a finalement autorisé Israël à exposer ses avions et solutions militaires au salon du Bourget cette année. En tout, 9 exposants viendront vendre des armes *« testées en conditions réelles »*, c'est-à-dire sur les enfants de Gaza. La venue d'Israël dans ce sinistre marché de morts est une provocation.

Nous devons continuer la pression contre la venue de cet État génocidaire le 21 juin prochain au Bourget. Amplifions la mobilisation le 14 juin en soutien au peuple palestinien et à Georges Abdallah. Nous devons soutenir les différentes initiatives pour briser le siège de Gaza !

Édouard Soulier

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

Bien dit

« La libération des indépendantistes kanak est donc, en dernière instance, une nécessité politique. Il faut que cesse l'acharnement judiciaire. »

ÉRIC VUILLARD, dans une tribune parue le 8 juin 2025 dans *le Nouvel Observateur*

Acturama

FIER·ES ET DÉTERS À RENNES POUR LES DROITS DES LGBTI

La saison des Prides a commencé, depuis quelques semaines. Samedi 7 juin, c'était au tour de Rennes, mais aussi Caen, Nancy, Tours, Toulouse de se mobiliser pour faire face à l'offensive réactionnaire mondiale contre les LGBTI et les minorités de genre. On lâche rien ! © NPA

RETRAITES

Le COR en mission de sauvetage du soldat Bayrou

Le 17 juin a lieu la dernière réunion du « conclave » de Bayrou sur les retraites. La probabilité d'un accord entre les « partenaires sociaux » qui y participent encore[1] — sans FO, la CGT et de l'U2P (indépendants) — devient de plus en plus faible.

Le fiasco attendu obligerait Bayrou à assumer sans fard le maintien (voire l'aggravation) de la contre-réforme Macron, mais le gouvernement ne dispose pas d'une majorité parlementaire pour la soutenir, comme l'a rappelé le vote (purement symbolique) de l'Assemblée nationale le 5 juin.

Justifier le dogme néolibéral

Après la Cour des comptes[2], le COR (Conseil d'orientation des retraites) est envoyé en mission pour sauver le soldat Bayrou. Son rapport tente d'accréditer l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative à un nouveau recul de l'âge légal de départ à la retraite qu'*« il serait nécessaire de porter… à 64,3 ans en 2030, 65,9 ans en 2045 et 66,5 ans en 2070 »* pour garantir l'équilibre du système.

L'argumentation du COR repose sur des prévisions à 45 ans (incluant des générations qui ne sont pas encore nées !), alors que cet organisme est incapable d'envisager des perspectives fiables d'une année sur l'autre ! Son rapport 2024 prévoyait un déficit de 13,5 milliards d'euros au cours de cette année pour un déficit constaté de… 1,7 milliard d'euros. À l'horizon 2030, le COR table sur un déficit de 0,2% du PIB, annoncé à 0,4 % dans le rapport précédent.

C'est sur ces chiffres discutables que le COR prétend s'appuyer pour rejeter toute autre hypothèse d'équilibre du système de retraites par répartition que le recul de l'âge légal de départ. Augmenter le nombre de personnes en activité serait la seule solution « expansive[3] ». Toutes les autres (dont l'augmentation des cotisations) seraient « récessives ». Ce raisonnement feint d'oublier que 7,5% de la population en âge de travailler est au chômage et que le recul de l'âge de la retraite a pour effet de transformer des retraités… en chômeurs[4].

Le MEDEF, pour qui toute augmentation des salaires est une hausse insupportable du « coût du travail » trouvera, lui, dans ce rapport la justification de son obstruction.

Tuer la répartition pour introduire la capitalisation

ContraintEs par la fatigue, la dégradation de leur état de santé, des salariéEs de plus en plus nombreux n'attendront pas l'âge légal de la retraite. Ils subiront en conséquence une « décote » qui réduira leur pension, en particulier les salariéEs exerçant les métiers les plus pénibles, dans l'incapacité de travailler de façon précoce.

Les salariéEs qui le pourront se verront proposer un « complément » par capitalisation pour compléter (si la Bourse leur est favorable) leur retraite par répartition. Quant aux autres…

Les seuls grands gagnants de l'opération seront les patrons qui financeront de moins en moins le système par répartition, tandis que les « fonds de pension » ouvriront de nouveaux espaces au capital.

Pas d'autre voie que la remobilisation

La très faible participation à la journée d'action initiée par la CGT le 5 juin montre l'ampleur de la tâche pour s'opposer à l'offensive du gouvernement sur les retraites, élément du plan d'austérité de 40 milliards d'euros d'ores et déjà annoncé.

Il est nécessaire de tracer la perspective d'une mobilisation unitaire quand les mesures vont tomber à l'automne avec le vote des projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale.

Les leçons de 2024 doivent être tirées : les batailles parlementaires ne permettront pas, seules, de mettre en échec l'austérité et les reculs sociaux. Le rapport de forces social, dans les grèves et les manifestations pourra faire bouger les choses.

L'état d'esprit désabusé et attentiste qui prévaut aujourd'hui dans notre camp social peut brusquement changer face à la brutalité des attaques. Il faut dès aujourd'hui travailler à la remobilisation.

J.C. Delavigne

1 – MEDEF, CPME, CFDT, CFE-CGC, CFTC.

2 – Voir *l'Anticapitaliste* n° 757 du 5 juin : https://lanticapitaliste.org/actualite/sante/qui-veut-noyer-la-secu-laccuse-de-deficit

3 – Favorisant l'expansion économique et la création de richesses

4 – Selon la Dares, après l'entrée en vigueur de la réforme au 1er septembre 2023, il y avait 15 000 chômeurs de 62 ans de plus qu'au printemps 2023, soit une hausse de près de 47%.

ÉTATS-UNIS

Trump fait appel à la Garde nationale

Alors que des manifestations militantes contre les rafles d'immigrantEs se multiplient dans le sud de la Californie, Donald Trump a ordonné la mobilisation de 2 000 soldats de la Garde nationale californienne afin de réprimer ces protestations.

Trump a publié sur les réseaux sociaux : « Ces manifestations de la gauche radicale, orchestrées par des instigateurs et souvent des fauteurs de troubles rémunérés, NE SERONT PAS TOLÉRÉES ». Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a déclaré que si les violences se poursuivaient, les Marines américains de Camp Pendleton, à 132 km au sud de Los Angeles, seraient déployés, bien que la loi Posse Comitatus interdise l'utilisation de l'armée comme force de police intérieure.

La décision de Trump est extraordinaire, car la Garde nationale n'est généralement mobilisée qu'à la demande du gouverneur de l'État, et aucun président ne l'a fait de sa propre initiative depuis 1965, lorsque le président Lyndon B. Johnson a envoyé des troupes en Alabama pour protéger les manifestantEs pour les droits civiques.

Le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsome, a déclaré que l'administration Trump était démente.

Arrêter 3 000 immigrantEs par jour

Les manifestations à San Diego, Los Angeles et New York sont le résultat des raids menés par l'ICE (Immigration and Customs Enforcement, Agence de police douanière et de contrôle des frontières) sur des lieux de travail et dans des communautés d'immigrantEs par des agents masqués vêtus d'uniformes militaires, armés de fusils et accompagnés de camions blindés.

L'objectif de l'ICE est désormais d'arrêter 3 000 immigrantEs sans-papiers par jour et un million cette année. La police a tenté de réprimer les manifestations de protestation et des dizaines de personnes ont été arrêtées.

DR

« Notre communauté est attaquée et nous sommes terrorisés. Ce sont des travailleurs, ce sont des pères, ce sont des mères. Et cela doit cesser », a déclaré Angelica Salas, directrice exécutive de CHIRLA, la Coalition for Humane Immigrant Rights (Coalition pour les droits humains des immigrants) à Los Angeles.

Caleb Soto, du National Day Laborer Organizing Network, a déclaré que les 70 à 80 personnes arrêtées lors d'une descente à Los Angeles avaient été « kidnappées » par des hommes masqués qui n'avaient présenté aucun mandat d'arrêt.

Plus d'un tiers de la population de Los Angeles, soit 1,5 million de personnes, sont des immigrantEs. Le conseil municipal a voté pour faire de Los Angeles une « ville sanctuaire » en 2024, et refuse de coopérer avec les autorités d'immigration depuis 1979.

Des syndicalistes en soutien arrêtés

Des manifestations ont eu lieu sur les lieux des raids, dans les centres de détention fédéraux pour immigrantEs et devant les bâtiments administratifs fédéraux. Des militantEs syndicaux sont venus soutenir les immigrantEs. David Huerta, président californien du Service Employees International Union (SEIU), a été arrêté par la police lors d'une de ces manifestations pour avoir prétendument bloqué un véhicule de l'ICE. Son syndicat affirme qu'il *« observait pacifiquement »* la descente. Le SEIU, qui représente les travailleurs de la santé, les concierges, les travailleurs sociaux et les employés municipaux et étatiques, compte 750 000 membres en Californie.

Dans la banlieue de Los Angeles, à Paramount, des manifestants ont barricadé les rues et affronté des agents de la police des frontières en tenue militaire. Les manifestants ont lancé des pierres sur les véhicules de l'ICE et de la police. Soudain, la résistance est bien réelle, dans les rues, et elle se bat.

Dan La Botz

À lire sur le site

Au Yémen, le soulèvement des femmes, par Luiza Toscane

No comment

La France a fait sont travail. Le Quai d'Orsay a fait son travail. Elle a averti ceux qui étaient sur ce navire des risques qu'ils encouraient.

LAURENT SAINT-MARTIN, ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger, le 10 juin à l'Assemblée nationale, à propos de la Flottille de la liberté.

Agenda

Jeudi 12 juin, rassemblement de soutien aux postiers et postières du 92, Paris. À 12 h, au tribunal de Paris, Porte de Clichy.

Vendredi 13 juin, Rencontres de la Brèche avec Hajar Azell, Paris 12e. À 19 h, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris.

Vendredi 13 juin, « La résistible ascension du fascisme », réunion publique avec Ugo Palheta, Melun (77). À 19 h, Espace Saint Jean, Place Saint Jean à Melun.

Samedi 14 juin, manifestation nationale pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Paris. À 14 h, place de la République.

Samedi 14 juin, Fête anticapitaliste du NPA Charente, La Faye (16). À partir de 14 h, salle polyvalente de La Faye. Table ronde, projection, meeting, buffet, musique, expos… Entrée 2 €, gratuit pour les enfants, repas prix libre.

14-15 juin, 24 heures pour sauver les terres de Gonesse, Gonesse. De 17 h le samedi à 17 h le dimanche, Carrefour de la Patte d'Oie, Chemin de la justice à Gonesse. Site web : ouiauxterresdegonesse.fr

Lundi 16 juin, Centre d'études marxistes « Les riches et la crise climatique » avec Monique Pinçon-Charlot et Basile Pot, Montreuil (93). À 19 h, 2, rue Richard Lenoir, métro Robespierre.

Mercredi 18 juin, projection débat autour du film *2004-2024, les 20 ans d'une loi d'exclusion*, Le Havre (76). À 17 H 30, au Hangar 0, 37 quai de la Saône, Le Havre.

Mercredi 18 juin, rassemblement en soutien à Anasse Kazib, Paris. À 12 h, au tribunal de Paris, Porte de Clichy.

Mercredi 18 juin, projection débat contre l'islamophobie autour du film *2004-2024, les 20 ans d'une loi d'exclusion*, Paris 19e. À 19 h au Baranoux, 78 rue Compans, 75019 Paris. Métro Botzaris ou Place des fêtes.

Jeudi 19 juin, Table ronde et débat « Colonialisme d'hier et d'aujourd'hui, quels liens entre l'islamophobie et cela lutte pour la libération de la Palestine ? », Paris 18e. À 18 h 30 au Poulpe, 4 bis rue d'Oran

Du 20 au 22 juin, Guerre à la guerre : manifestation contre le salon du Bourget.

Samedi 21 juin, Deuxième rencontre nationale du réseau des collectifs locaux du NFP, Paris. De 9 h 30 à 17 h, à la Bourse du travail (salle Hénaff), 29, boulevard du Temple, métro République.

Samedi 28 juin, Marche des Fiertés LGBTQI+.

Du 19 au 26 juillet, 40e édition des Rencontres Internationales Jeunes (RIJ), Walllonie (Belgique). Infos : jeunes@nouveaupartianticapitaliste.org

Du dimanche 24 au mercredi 27 août, 17e Université d'été du NPA-l'Anticapitaliste, Port-Leucate (11). Accueil le samedi 23 à partir de 14 h et départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 1225-C-93922

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage : 1800 exemplaires

Directrice de publication : Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction : Fabienne Brifault

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 21 Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE DU NORD

La Libye sous le joug des milices

La responsabilité du Premier ministre dans le déclenchement des conflits entre milices pour protéger son réseau de corruption a suscité une réprobation populaire.

Il y a un mois résonnaient les détonations d'armes automatiques et d'artillerie lourde dans Tripoli, la capitale de la Libye, mettant fin à l'illusion d'une stabilisation du pays. Abdel Ghani Al-Kikli, dirigeant du Stability Support Apparatus (SSA, Structure de soutien à la stabilité) — une des milices officiellement intégrées au gouvernement d'union nationale (GUN) de Dbeibah — était assassiné au siège de la Brigade 444, un autre groupe armé qui en a profité aussitôt pour attaquer les positions du SSA, provoquant la fuite de la plupart des combattants.

Abdel Hamid Dbeibah, Premier ministre de la Libye. © Wikimedia Commons

Conflit entre clans mafieux

Dbeibah affirmait que désormais le temps des milices était résolu. Il a tenté dans la foulée de s'en prendre aux Forces spéciales de dissuasion, souvent appelées Force Rada, un groupe salafiste qui jouait le bras armé de Njeem, inculpé par la CPI (Cour pénale internationale) pour crime contre l'humanité. Il est arrêté en Italie puis libéré et exfiltré en Libye avec la bénédiction du gouvernement de Meloni.

Non seulement la brigade 444 n'est pas arrivée à bout de la Force Rada, mais cette attaque a largement fragilisé le GUN, puisque la moitié de ses membres a démissionné et surtout des milices de la ville de Zaouïa ont soutenu la Force Rada.

Ces affrontements inter-milices témoignent de la volonté de Dbeibah d'obtenir un pouvoir absolu à l'image de son rival le général Haftar, qui avec ses fils contrôle d'une main de fer la partie est du pays. Dbeibah, cet homme d'affaires issu de Misrata a fait fortune grâce aux bonnes relations que son clan familial entretenait avec Mouammar Kadhafi. Son accession au pouvoir en 2021 était liée à l'organisation d'élections qui devaient se tenir dans les huit mois. Quatre ans plus tard il n'y a toujours pas d'élections. Dbeibah, lui, n'a pas perdu son temps en consolidant son réseau de corruption fortement concurrencé par Al-Kikli se montrant bien plus efficace dans la spoliation des ressources de l'État alimentées par la manne pétrolière.

Une pauvreté en progression

À la suite du cessez-le-feu signé entre les deux milices, un calme précaire règne de nouveau dans la capitale libyenne. Mais ces affrontements ont exacerbé le mécontentement des populations. Des manifestations ont été organisées dans plusieurs quartiers de Tripoli. Ces dernières ont convergé vers la place des martyrs rassemblant plus de 4 000 personnes, ces mobilisations ont continué les jours suivants malgré la répression. Les mots d'ordre contre Dbeibah et pour l'unification du pays ont été scandés.

Si les élites politiques et militaires s'allient ou s'affrontent pour siphonner les richesses de l'État, la situation des populations se détériore grandement. Mohamed El Hajoui, le ministre de l'Économie du GUN, indique que près de 40 % des LibyenNEs se trouvent sous le seuil de pauvreté. Les affrontement inter-milices ont eu au moins le mérite de révéler au grand jour le rejet des dirigeants par une grande partie de LibyenNEs.

Paul Martial

EUROPE

Soutenir la résistance russo-ukrainienne contre la fascisation accélérée du monde

Déjà bien mal en point après 22 ans de répression poutinienne, allant de la criminalisation de toute action critique du pouvoir à l'emprisonnement et l'assassinat d'opposantEs, l'opposition russe a dû faire face à une violence redoublée après le début de l'invasion en Ukraine.

Aussi précaire et faible que soit cette résistance, cela ne signifie pas impuissance et encore moins que le rejet de Poutine ne soit pas une réalité travaillant souterrainement dans la population russe.

Les effets de la guerre pèsent sur de larges couches de la population, et notre responsabilité internationaliste est de soutenir toutes celles et ceux qui cherchent à donner forme à une alternative au néofascisme russe.

Une conscription russe qui ne dit pas son nom

La désertion, la prison ou l'exil constituent les seules voies pour se soustraire à une conscription qui ne dit pas son nom. Si la participation à la guerre permet aujourd'hui aux soldats russes d'obtenir des salaires en moyenne 8 fois plus élevés que le salaire moyen dans le pays, le risque pour leur vie reste énorme. Avec des estimations de 30 000 morts par mois sur le front, se battre pour la guerre de Poutine, c'est prendre une option sérieuse pour le cimetière.

Cette tension s'observe notamment dans les conditions contractuelles des soldats : il est impossible de quitter l'armée ou de mettre un terme à son contrat ; on ne connaît jamais l'endroit où l'on sera affecté ; les documents d'identité des soldats sont confisqués à leur arrivée en poste afin de les empêcher de quitter le pays.

Le recrutement des soldats se fait au moment du service militaire (à 18 ans). Les jeunes hommes se voient proposer un contrat pour aller au front. En cas de refus, ils sont envoyés dans les zones les plus critiques des territoires occupés (Zaporijia, Kherson) que le gouvernement considère comme des territoires russes.

DR

Dans les faits, cela revient à une conscription obligatoire, visant en priorité les jeunes les plus précaires dans les petites villes, attirés par les salaires élevés et dans l'incapacité d'obtenir une exemption. Les conditions d'exercice des soldats sont particulièrement dures, soumises à un commandement qui n'hésite pas à sacrifier massivement leurs vies et à exercer la torture physique et psychologique en cas de désobéissance.

Désertion et opposition politique

Les chiffres de désertion des soldats sont le signe explicite de cette tension : entre 30 000 et 40 000 déserteurs rien que pour l'année 2023, selon Yuri Fedorov [1]. Un site de contre-propagande, *L'adieu aux armes*, a été créé par des jeunes déserteurs exilés, diffusant des contenus via un canal Telegram et une chaîne Youtube pour pousser à la désertion les soldats russes.

Récemment, trois figures de l'opposition russe en exil ont pu intervenir au Parlement européen. Ioulia Navalnaïa (la veuve d'Alexandre Navalny), Vladimir Kara-Mourza et Ilia Iachine (tous deux proches de Boris Nemtsov, assassiné en 2015), condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir critiqué la guerre de Poutine en Ukraine, y ont tenu des discours forts. Ils ont insisté sur l'existence d'une opposition large à Poutine en Russie, mais qui ne trouve pas d'espace pour s'exprimer. Étant engagés dans un travail de propagande en Russie, iels ont rappelé que la meilleure chose à faire pour aider l'opposition russe était de soutenir les ukrainienNEs.

Combattre l'extrême droite poutinienne

L'alignement des États-Unis sur la Russie ne fait que rendre la chose plus urgente, avec le danger que représentent les forces d'extrême droite européennes pro-Poutine. Celles-ci sont en progression sur tout le continent et se trouvent pleinement alignées avec les stratégies de Poutine et de Trump. Cette déstabilisation interne est la menace la plus sérieuse qui pèse sur les peuples d'Europe. De ce point de vue, il est particulièrement inquiétant de voir des courants de la gauche européenne prétendre combattre l'extrême droite, tout en s'alignant sur les discours de celle-ci quand il est question de Poutine…

Elias et Gin Vola

1 – « Les effectifs de l'armée russe après deux ans et demi de guerre en Ukraine », *IFRI*, Yuri Fedorov, novembre 2024.

ASIE

Corée du Sud, le pire est écarté

La victoire du candidat de centre gauche Lee Jae-myung à l'élection présidentielle anticipée du 3 juin dernier permet à la Corée du Sud de tourner la page d'une crise politique et économique critique ouverte six mois plus tôt par la tentative de coup d'État de son prédécesseur, Yoon Suk-yeol.

Sous les couleurs du Parti démocrate (PD), Lee Jae-myung a engrangé 49,4 % des suffrages, soit près de 10 points de plus que le nouveau candidat conservateur Kim Moon-soo (41,5 %) du mal nommé Parti populaire du peuple (PPP).

Le taux de participation à ce scrutin à un tour (79,4 %) souligne l'importance des enjeux : c'est le plus élevé depuis 28 ans. Il faut dire que Yoon Suk-yeol, en imposant illégalement la loi martiale, avait ouvert la pire crise politique que le pays ait connue depuis la fin de la dictature en 1987.

Lee, le nouveau président, face aux enjeux démocratiques

Durant la campagne électorale, Lee s'est prévalu de ses origines sociales modestes (adolescent, il a travaillé en usine) puis de son engagement en tant qu'avocat des droits humains. En 2018, il est devenu gouverneur de la province de Gyeonggi, la plus peuplée de Corée du Sud. Les ultraconservateurs chrétiens, liés à Donald Trump, dénoncent en lui un espion à la solde de la Corée du Nord et de la Chine. Avec 7,7 % des voix, le New Reform Party (extrême droite populiste) reste électoralement marginal, mais, du fait de son antiféminisme, il est en phase avec une tranche significative des jeunes hommes de 20 à 30 ans. De tous les candidats, Lee est le seul à avoir abordé les questions de genre. Lee peut compter sur le soutien de l'Assemblée nationale. En Corée du Sud,

Lee Jae Myung, président de Corée du Sud. ©Wikimedia Commons

la « qualité » de la démocratie s'est nettement dégradée. L'un des premiers enjeux de la période à venir concerne les réformes démocratiques qu'il s'engage à assurer. Elles concerneraient notamment la loi martiale, ainsi que la séparation des pouvoirs des procureurs (qui peuvent à la fois inculper et enquêter). Il voudrait aussi modifier l'élection présidentielle, actuellement un mandat unique de cinq ans, en donnant la possibilité de se présenter pour deux mandats de quatre ans, ce qui fait débat.

Défis économiques, sociaux et géopolitiques

Deuxième enjeu majeur : l'économique et le social, dans ce pays grand producteur de semi-conducteurs, une industrie menacée par les taxes douanières de 25 % que Trump imposerait, et où la jeunesse peine à trouver les emplois auxquels elle aspire.

Troisième enjeu, la crise géopolitique qui mine une péninsule où toutes les grandes puissances sont au contact : la Chine, la Russie, le Japon et les États-Unis ont dans cette région leurs plus grandes bases militaires à l'international. S'il y a un lieu où une crise nucléaire peut dégénérer, c'est bien ici. La tension était maximum sous la présidence de Yoon Suk-yeol, très agressive envers la Corée du Nord, alors que le dernier rejeton de la dictature dynastique héréditaire des Kim poursuit son programme d'armement, avec quelques déboires cependant — son dernier destroyer a coulé lors de sa mise à l'eau ! L'élection de Lee Jae-myung devrait faire baisser d'un cran la tension.

Pierre Rousset

À lire sur le site

En Pologne, victoire électorale de la droite dure, par Jan Malewski

L'occupant n'aura jamais de prise sur ce que l'humanité a de plus beau, par Marie Schwab

L'OCCUPATION FRANÇAISE DANS LE RIF

En 1925, la France colonialiste s'enlise dans une guerre brutale dans le Rif marocain. Derrière les discours civilisateurs, c'est une répression féroce contre un peuple en lutte pour son autodétermination. Face à un État rifain naissant, la République française renforce sa véritable nature impérialiste. Retour sur une guerre trop souvent oubliée, mais centrale pour comprendre les logiques coloniales et les résistances qu'elles ont suscitées. ***Par Amel.***

La guerre du Rif, un front colonial à feu et à sang

La guerre du Rif (1921-1926) oppose les puissances coloniales espagnole et française aux tribus berbères rifaines, unies sous la bannière de Mohammed Ben Abdelkrim el-Khattabi.
Ce conflit, trop souvent relégué dans les marges de l'histoire officielle, fut pourtant un moment de rupture profonde, révélateur de la brutalité du système colonial. Au-delà d'un soulèvement régional, il incarne un acte politique d'émancipation contre l'impérialisme.

La France s'allie à l'Espagne

En 1925, l'armée française intervient massivement pour écraser le mouvement rifain. L'Espagne, déjà humiliée par ses revers face aux combattants d'Abdelkrim, sollicite l'aide militaire de Paris. L'armée française se déploie sous le commandement de Pétain : 160 000 soldats, y compris des troupes coloniales venues d'Algérie, du Sénégal ou du Vietnam. L'aviation bombarde les zones civiles, les villages sont détruits, les champs brûlés.
L'Espagne, pour sa part, utilise massivement les armes chimiques (gaz moutarde), testant dans le Rif ce que les puissances impérialistes expérimenteront ailleurs.
Mais Abdelkrim n'est pas un simple chef tribal opposé à la domination étrangère. Il organise un État structuré, la République du Rif, qui proclame sa souveraineté en 1923.

> Abdelkrim n'est pas un simple chef tribal opposé à la domination étrangère. Il organise un État structuré, la République du Rif, qui proclame sa souveraineté en 1923

L'impôt y est levé, la conscription établie, une armée nationale est mise en place. L'objectif n'est pas seulement de repousser l'envahisseur mais de construire une alternative politique, un projet de société émancipé de la tutelle coloniale, articulé autour d'une justice populaire et de principes modernisateurs.

Manifestation à Al Hoceima en 2017. La police intervient. DR

Le droit des peuples face aux forces coloniales

Cette centralisation inédite du pouvoir permet à Abdelkrim de défendre sa cause sur la scène internationale. Il s'adresse à la toute récente Société des Nations, plaide le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mobilise les réseaux anticolonialistes dans les capitales européennes. Il devient une figure emblématique, célébrée dans la presse anglophone, notamment en une du *Time Magazine* en août 1925. À travers lui, le Rif devient le symbole de la lutte contre l'ordre impérial établi.
Le Rif, toutefois, n'est pas un bloc homogène. Certaines tribus, fidèles au sultan Moulay Youssef (placé sous tutelle française), s'opposent à Abdelkrim. D'autres chefs locaux, comme le chérif Raïssouni dans le nord-ouest du pays, rejettent l'autorité de la République rifaine. De plus, les forces coloniales enrôlent massivement des Marocains dans leurs rangs : spahis, goumiers, régulierEs indigènes. Nombreux sont ceux contraints de combattre contre leurs compatriotes.

Une guerre civile coloniale

Ce conflit n'est donc pas simplement une guerre de libération contre une puissance étrangère : c'est une guerre civile coloniale, où l'impérialisme fracture les solidarités internes et s'appuie sur des élites locales pour renforcer sa domination.
Le Rif est le théâtre d'une lutte complexe, mêlant autonomie populaire, trahisons politiques, pressions tribales et volonté révolutionnaire. Il y a 10 000 morts dans le camp des Rifains, 2500 morts côté français (dont 261 officiers) et plusieurs milliers chez les Espagnols.
La guerre du Rif n'est pas un accident de parcours dans l'histoire coloniale, c'est un laboratoire. Elle préfigure les méthodes de contre-insurrection modernes, où l'on ne cherche pas seulement à vaincre militairement un ennemi, mais à briser une société. Les stratégies psychologiques, la guerre totale, les campagnes de terreur contre les civilEs, toutes ces pratiques seront reprises plus tard par l'armée française au Vietnam et en Algérie.
La République du Rif, éphémère mais puissante dans sa portée, bouscule l'ordre impérial. Elle démontre qu'un peuple colonisé peut non seulement résister, mais construire une alternative politique. Et cela, l'impérialisme ne peut le tolérer.

Une défaite militaire, une victoire politique

En mai 1926, acculé, encerclé, trahi par certaines tribus, Mohammed Ben Abdelkrim el-Khattabi se rend aux autorités françaises. Il est exilé à la Réunion. Militairement, la République du Rif est écrasée. Mais cette défaite n'efface pas la puissance symbolique ni les conséquences politiques profondes du conflit.

Espagne. Carte postale de la campagne du Rif. Nador. Mitrailleuses du groupe régulier de Ceuta, 1921. EPE

Le Rif, un exemple de répression coloniale

D'abord, elle dévoile au grand jour la nature barbare de l'impérialisme. Les justifications humanistes de la mission civilisatrice se brisent face aux bombardements chimiques, aux villages rayés de la carte, aux exécutions sommaires. Les méthodes utilisées dans le Rif annoncent les guerres de reconquête à venir. L'État français n'agit pas comme une puissance moderne pacificatrice, mais comme une machine coloniale impitoyable, déterminée à anéantir toute velléité de souveraineté populaire.
Ensuite, la guerre du Rif devient une référence majeure dans les luttes anticoloniales du 20e siècle. Le soulèvement rifain, en alliant combat militaire, propagande populaire, structure étatique et internationalisation du conflit, offre un modèle de résistance. Abdelkrim inspire Ho Chi Minh, les militantEs du FLN, les révolutionnaires africainEs et latino-américainEs. Ce n'est pas seulement un mythe : c'est une expérience stratégique étudiée, transmise, revendiquée.
Au Maroc, le Rif paie un prix terrible. La région est marginalisée, surveillée, économiquement sacrifiée. La mémoire du soulèvement devient un tabou pour le pouvoir chérifien, d'autant plus que la monarchie actuelle s'inscrit dans la continuité de la collaboration des élites marocaines à l'ordre colonial. Le traumatisme est profond : des générations entières héritent d'une histoire de répression, de misère et de résistance silenciée.

> La région est marginalisée, surveillée, économiquement sacrifiée. La mémoire du soulèvement devient un tabou pour le pouvoir chérifien

Le mouvement du Hirak en 2016

Pourtant, cette mémoire refait surface. En 2016, la région se soulève à nouveau, autour du mouvement du Hirak. Les revendications populaires, justice sociale, fin de la répression, accès aux services publics, s'inscrivent dans le droit fil de l'esprit rifain de 1925. C'est une même dynamique d'émancipation, face à une même structure de domination, aujourd'hui recomposée sous forme de néocolonialisme économique et d'autoritarisme local.
Enfin, la guerre du Rif interroge le présent. Elle nous enseigne que les luttes des peuples ne sont jamais « archaïques » ou « tribales ». Elles peuvent porter des projets politiques radicaux, égalitaires, capables de faire trembler les empires. Elle rappelle que la domination coloniale n'est pas une page tournée, mais une structure toujours vivante dans les inégalités d'aujourd'hui.
À ce titre, la République du Rif est bien plus qu'un épisode oublié. C'est une promesse. Celle d'un monde affranchi des impérialismes, où les peuples organisés peuvent prendre leur destin en main. Et cette promesse, aujourd'hui, reste plus que jamais d'actualité.
Amel

SOURCES/BIBLIOGRAPHIE

Abd el-Krim et la république du Rif, actes du colloque international d'études historiques et sociologiques, 18-20 janvier 1973, Paris, François Maspero, 1976.

Ayache, Germain, ***Les origines de la guerre du Rif***, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981.

Madariaga, María Rosa de, ***Abd el-Krim El Jatabi. La lucha por la independencia***, Madrid, Alianza Editorial, 2009.

Pennell, C. R., ***A Country with a Government and a Flag. The Rif War in Morocco, 1921-1926***, Outwell/Wisbech, Middle East and North African Studies Press Ltd., 1986.

En bref

Antifascisme Montargis résiste contre la Fête de la victoire de l'extrême droite. Ce dimanche 9 juin, à Mormant-sur-Vernisson, près de Montargis (dans le 45), le Rassemblement national organisait sa «fête de la victoire» un an après les élections européennes. Aux côtés de Bardella et Le Pen, les figures de l'extrême droite européenne – Orban, Salvini, Abascal – étaient là pour poser les bases d'une internationale réactionnaire, raciste et autoritaire. Mais la rue a répondu.

NPA

À Montargis, plusieurs milliers de manifestant·es ont convergé dès le matin pour une contre-manifestation unitaire. Syndicats, partis de gauche, associations, militantEs antiracistes, écologistes, féministes: la mobilisation a rassemblé largement. Le cortège a résonné aux sons des slogans antifascistes et de solidarité avec la Palestine, avant de se rassembler autour d'un «village antifasciste».
Celui-ci a accueilli plusieurs tables rondes, abordant les dangers spécifiques que fait peser l'extrême droite: écologie, médias, Europe, femmes et minorités en ruralité. Des échanges riches qui montrent l'urgence de croiser les luttes, d'ancrer l'antifascisme dans les réalités sociales, territoriales, vécues.
Le NPA-l'Anticapitaliste y était évidemment présent. Christine Poupin, porte-parole du parti, est intervenue pour rappeler la nécessité de l'unité dans notre lutte contre l'extrême droite.
À Montargis, la démonstration a été claire: face à la menace brune, il faut un antifascisme populaire, combatif, unitaire. Pas de quartier pour les fachos!
Radu Varl

Grand Chambéry Victoire pour les agents du service collecte. Le lundi 3 juin, les agents du service collecte de l'agglomération de Chambéry ont démarré une grève massive avec 80% des agents titulaires mobilisés. Les raisons de cette colère: des conditions de travail et un contexte managérial fortement dégradés depuis plusieurs mois.
Au-delà de difficultés de leurs missions au quotidien, liées notamment à une réorganisation/désorganisation du travail, se sont accumulés une déconsidération et un autoritarisme. Ils ne parvenaient plus à terminer leurs tournées trop chargées et n'avaient plus le temps nécessaire pour nettoyer leur camion et prendre une douche alors qu'ils sont au quotidien exposés à des risques sanitaires.
Parmi les revendications des agents: la limitation du tonnage dans la manutention des bacs à ordures ménagères, l'arrêt des tournées à un seul ripeur, la limitation du nombre de conteneurs grand volume à collecter quotidiennement, la concertation avec les agents de terrain du service collecte pour l'implantation des conteneurs, le respect de l'égalité femmes-hommes dans le recrutement, la sécurité sanitaire des agents et la restauration d'un cadre de travail respectueux et apaisé.
Les salariéEs se sont organiséEs. Piquet de grève, blocage du site, AG quotidienne pour décider ensemble de la suite du mouvement. Ils ont été nombreux autour de la table des négociations face à une direction et des élus peu habitués à ce format d'échange avec des interlocuteurs divers et nombreux! Après 4 journées de grève, 650 tonnes de déchets non collectés et d'âpres discussions avec la direction et les élus, les agentEs ont obtenu des avancées significatives qui vont contribuer à l'amélioration de leurs conditions de travail et du service public qu'iels défendent: un rééquilibrage des tournées «BOM» (bennes à ordures ménagères) et «grue», des tournées avec un seul ripeur à titre exceptionnel et uniquement sur volontariat, le respect du temps de pause, l'affichage des procédures et consignes, un management clarifié avec des interlocuteurs clairement identifiés pour les agentEs.
Une belle victoire qui illustre la nécessité de se rassembler, de lutter ensemble pour imposer un rapport de forces capable de faire aboutir des revendications. Au-delà des avancées, de beaux moments de fraternité, une lutte qui les a soudés et qui permet de consolider l'unité pour les mobilisations à venir!
CorrespondantEs

CAUSE ANIMALE

La loi Duplomb, c'est aussi tuer plus, toujours plus

La proposition de loi agricole dite «Duplomb» qui vise à «lever les contraintes sur les agriculteurs» est en réalité un beau cadeau offert aux lobbys de l'industrie agro-alimentaire.

Une mesure choquante parmi d'autres: la hausse des seuils des élevages ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement), soumis à autorisation. On passe de seuils de 40 000 poules, 2000 porcs ou 750 truies (directive 2010/75/ UE) déjà monstrueux, à 80 000 poules, 3 000 porcs ou 900 truies (directive 2011/92/UE). Par exemple, les élevages de poules jusqu'à 80 000 individus pourront donc être autorisés sur simple enregistrement et ne seront plus soumis à autorisation, ce qui diminue les contraintes réglementaires et facilite l'installation de nouvelles fermes-usines. L'exploitation des animaux non-humains est donc une nouvelle fois facilitée par une loi spéciste, appuyée par l'ensemble des lobbys et des syndicats d'éleveurs industriels, la FNSEA en première ligne. Les débats se cristallisent autour des normes environnementales, en oubliant une réalité invisibilisée: ce sont des dizaines de milliers, puis des millions d'individus sentients qui seront élevés, mutilés et tués dans des conditions industrielles terribles.

Wikimedia commons

Les individus oubliés des débats

Beaucoup des discussions autour du texte évoquent la facilitation de l'utilisation des pesticides, souvent avec un angle sur les effets sur la santé humaine (à juste titre, par ailleurs). Pourtant, si les pesticides sont nocifs pour les humains, c'est parce qu'ils sont mortels pour les animaux non-humains: ces produits «phytosanitaires» tuent de nombreux insectes identifiés comme «parasites» qui «attaquent» les récoltes des agriculteurs.
Les néonicotinoïdes sont devenus un exemple frappant de cette utilisation inquiétante de produits mortels, mais ils sont aussi plus critiqués que d'autres insecticides car ils ont le malheur de s'en prendre à l'un des rares insectes charismatiques que sont les abeilles.
Rappelons que les pesticides ne sont pas sélectifs: ils tuent tous les individus appartenant aux espèces pour qui la molécule est mortelle, ce qui regroupe toujours un large nombre d'entre elles. Les alternatives en agroécologie existent pourtant, et ont déjà fait leurs preuves, prouvant qu'il est possible de se passer de pesticides et de produire en respectant l'équilibre des sols, de l'air et de l'eau. Une société qui préfère tuer chimiquement sans distinction plutôt que de mettre en place des méthodes alternatives se trompe profondément de solution: les insecticides, quels qu'ils soient, devront à terme être interdits.

La racine du problème

Pesticides, élevages, mégabassines... De nombreuses normes (en partie) protectrices vont être supprimées par pur intérêt financier et capitaliste dans l'intérêt des plus grosses exploitations du pays. Pourtant, il est important de rappeler que beaucoup, voire la plupart, de ces problématiques sont directement imputables à l'exploitation massive et industrielle des animaux.
Certains pesticides sont utilisés sur les récoltes qui servent à l'alimentation animale: près de 90 millions d'animaux (dont 57 millions de poules) sont élevés en France en continu, impliquant 12,6 millions d'hectares dédiés à leur alimentation (Insee), soit 47% des surfaces agricoles françaises. L'exemple des mégabassines est lui-même frappant, puisque les exploitants de maïs dédié à l'alimentation animale sont les premiers demandeurs de ces stockages d'eau complètement insensés.
Remettons le cœur du problème au centre des discussions: l'exploitation animale est nocive de façon directe pour les animaux non-humains, et de manière indirecte pour les humains par la mainmise des capitalistes qui chercheront toujours plus de profits au détriment de notre santé et de l'environnement.
Commission Cause animale

À lire sur le site

Du Parc des Princes à Gaza, solidarité!

Solidarité avec la Palestine: une partie de la gauche entre lâcheté et récupération

ÉCOLOGIE

Pour protéger les océans, stoppons le chalutage de fonds

L'interdiction de la pêche au chalut — au moins dans les aires marines protégées — est un des enjeux majeurs de la 3e conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc3) à Nice du 9 au 13 juin. Il s'agit officiellement de mobiliser tous les acteurs pour conserver et utiliser durablement l'océan qui se dégrade à un «rythme sans précédent».

Le chalutage de fond est une des méthodes de pêche les plus destructrices. À l'aide de grands filets lestés de plusieurs tonnes d'acier, les chalutiers raclent les fonds marins comme des bulldozers. Les filets ramassent tout ce qu'ils peuvent sans distinction: jusqu'à trois quart des prises sont sans valeur commerciale et donc sacrifiées.

Le chalutage, une destruction subventionnée

Ils détruisent les écosystèmes des fonds marins qui sont à la base de la chaîne alimentaire. Cette forme de pêche est largement soutenue par les États. Les gouvernements européens subventionnent le chalutage de fond à hauteur de 1,2 milliard d'euros par an, soit l'équivalent de la valeur des emplois créés par ce secteur. Sans ce soutien massif, la plupart des flottilles feraient faillite.
La création et le respect de zones préservées sont indispensables: si on lui laisse le temps de se régénérer la mer se repeuple, les populations de poissons s'y reconstituent, ce qui permet un certain niveau d'adaptation au changement climatique. Pour qu'une aire marine protégée soit efficace, il faut en exclure la pêche industrielle et en particulier le chalutage de fond.

Responsabilité de la France face aux lobbys de la pêche

La France a une responsabilité particulière: elle est la deuxième puissance maritime (en raison de son importante implantation outre-mer). Mais le gouvernement français fait preuve d'une hypocrisie totale. Macron se présente comme un «avocat et champion de l'océan», alors que seul 1% des aires «à la française» est interdit à la pêche industrielle...
Les tentatives de préserver les océans se heurtent aux poids des lobbys de la pêche. En s'appuyant sur les difficultés des artisans pêcheurs, les multinationales de la pêche tirent les ficelles à Bruxelles et dans les organisations nationales. Elles mènent un combat de front contre les écologistes. Pour leur complaire, les pressions se multiplient contre les activistes: l'appartement de Claire Nouvian présidente de l'ONG Bloom a été dégradé, le bateau de Greenpeace Arctic Sunrise a été interdit d'accoster au port de Nice...

Interdire la pêche industrielle

Nous demandons la multiplication d'aires marines protégées avec interdiction stricte de la pêche industrielle, l'arrêt des subventions publiques aux pêcheries industrielles. À l'heure de l'urgente rupture écologique, le soutien aux

artisans pêcheurs locaux et à l'ensemble du secteur est primordial: continuité des salaires et des revenus, mobilisation des compétences pour transformer leur activité.
Plutôt qu'épuiser les mers et les océans, limitons la consommation de poissons aux captures provenant des pêches de proximité. L'existence de réelles zones protégées sera aussi une protection contre la menace que constituent les projets d'extraction minière dans les grands fonds.
Commission nationale écologie

Vie du NPA l'Anticapitaliste

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Se renforcer et s'unir pour combattre l'extrême droite

Cette année encore, l'université d'été du NPA-l'Anticapitaliste permet de se former, débattre et échanger avec les différents acteurs du mouvement social, et de se préparer pour la rentrée ! Du samedi 23 au mercredi 28 août, retrouvons-nous à Port-Leucate pour préparer la rentrée des luttes !

Il y a urgence, car en face ils s'organisent : l'extrême droite européenne s'est réunie ce 9 mai près de Montargis pour un grand meeting. La bourgeoisie continue ses attaques contre nos conquis sociaux et maximise son profit en réorganisant profondément le travail, à coups de plans de licenciements et de réorientation de la production. Dans ce contexte, les inégalités progressent et atteignent des sommets inédits.

Notre classe subit de profondes mutations et une pression de plus en forte de l'extrême droite. Alors que la crise globale du capitalisme s'aggrave, les impérialismes nous conduisent tout droit à la guerre : génocide en Palestine, guerre au Congo et au Soudan, montée des militarismes.

L'université d'été du NPA-l'Anticapitaliste doit servir de point d'appui pour nous renforcer, nous préparer aux batailles. Nous y discuterons des nouvelles organisations de travail, de la montée de l'extrême droite dans le monde, de l'importance des mouvements de lutte sur nos lieux de travail et dans nos quartiers, en lien avec les mouvements des premierEs concernéEs par les oppressions racistes, sexistes, LGBTIphobes, validistes. Autant de pas essentiels pour lutter contre l'extrême droite !

Notre camp social a les capacités de réagir et d'arrêter l'escalade de violence politique, sociale, guerrière dans laquelle le capitalisme nous entraîne.

Du 23 au 28 août, retrouvons-nous, retrouvons les organisations politiques et syndicales… pour préparer notre rentrée, s'unir et agir dans une politique unitaire et révolutionnaire. Reprenons la rue !

Commission université d'été

Réservez !

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

la-breche.com

27, rue Taine, Paris 12e, M° Daumesnil
01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

Berlin **Le NPA-l'Anticapitaliste invité par les Insoumis sans frontières.** Le week-end des 6, 7 et 8 juin, les Insoumis sans frontières organisaient leur première université d'été à Berlin. Aurore Koechlin a pris la parole pour le NPA-l'Anticapitaliste qui y était invité.

Au programme, soirée Palestine et projection du documentaire *No Other Land*, conférence avec l'Institut La Boétie autour de la publication de l'ouvrage *Extrême droite : la résistible ascension*, visites décoloniales de Berlin, quizz queer ou encore intervention de Rachel Keke sur l'antiracisme et l'anti-impérialisme.

Cela a été également l'occasion pour le NPA de débattre avec Asma Rharmaoui-Claquin pour la FI, et Sandrine Rousseau pour EELV. Trois sujets principaux ont été évoqués : la nécessité d'un programme de rupture, la question de l'unité à gauche, et enfin la construction à l'échelle européenne et internationale.

Nous avons développé les deux dimensions du programme : la nécessité, dans des cadres unitaires, pour mobiliser, de défendre un programme d'urgence, ce qu'a pu représenter le programme du NFP. Pour autant, nous défendons également un programme qui donne à voir en creux la possibilité d'une société non capitaliste, pour faire le pont entre la situation présente et notre projet pour une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. Nous avons également développé notre mot d'ordre « unitaires et révolutionnaires », en rappelant combien l'unité est un combat, que c'est elle qui a permis la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023 et qui a empêché l'extrême droite d'accéder au pouvoir l'année dernière. Nous avons tiré le bilan du NFP jusqu'au bout : il n'a pas permis, comme nous l'avions espéré, de mobilisations dans la rue par les manifestations et par la grève, seules capables de faire changer vraiment le rapport de forces. Enfin, il n'a pas donné lieu à une structuration pérenne dans un cadre collectif des partis, des syndicats et des collectifs : il s'est malheureusement limité à une alliance électorale.

NPA

L'ensemble du week-end s'est déroulé dans une excellente ambiance, avec plus d'une centaine de personnes présentes. Les débats continuent !

Culture

SÉRIE

Andor, de Tony Gilroy

Série télévisée, 2022-2025, saison 2, disponible sur Disney+.

À l'occasion de la sortie de la deuxième saison de la série Andor, il est temps de revenir sur cette œuvre inattendue. Plus qu'un simple spin-off ou un récit de rébellion, Andor s'impose comme une fable révolutionnaire, marquée par une approche matérialiste de l'oppression et une réflexion profonde sur la construction des résistances.

Depuis le rachat de la licence Star Wars par Disney, la saga a été tirée dans des directions souvent fades, aseptisées, incapables de retrouver la puissance d'évocation des premiers épisodes. Des productions calibrées, recyclant des figures mythologiques — les Jedi, les Sith, la Force — dans des récits convenus. C'est dans ce paysage stérile qu'*Andor* surgit comme un ovni. Pas de sabres laser. Pas de duel métaphysique entre Bien et Mal. À la place, une ambiance grise, paranoïaque, profondément humaine. *Andor* suit les trajectoires de personnages broyéEs par la machine impériale. Il ne s'agit pas ici de héros prédestinéEs, mais d'individus ordinaires, précaires, qui se radicalisent dans un monde en train de se refermer.

L'Empire comme machine d'oppression

L'une des grandes réussites d'*Andor*, c'est de rendre l'Empire concret. Ici, il ne s'agit pas d'une abstraction politique ou d'un mal cosmique, mais d'une administration tentaculaire, d'une bureaucratie obsédée par l'ordre, d'une force coloniale exploitant des mondes entiers. À travers les yeux de Cassian Andor, on découvre l'enfance sous occupation, les pillages miniers, la criminalisation de la pauvreté, l'univers carcéral comme rouage de production.

La série dépeint l'exploitation capitaliste de manière explicite : travail forcé dans les usines-prisons, économie impériale fondée sur l'accumulation, répression de toute velléité d'autonomie locale. L'Empire, c'est le quotidien de la domination, dans ce qu'il a de plus systémique.

La naissance d'une conscience révolutionnaire

Mais *Andor* n'est pas seulement une série sur l'oppression. C'est une série sur la révolte. Ce qu'elle raconte, c'est le lent processus de radicalisation. Cassian n'est pas un militant dès le départ. Il veut fuir, survivre. Mais à force de voir ses proches emprisonnés, tués, humiliés, quelque chose se transforme.

Et il n'est pas le seul. Kino Loy, contremaître de prison, bascule dans la lutte. Maarva, sa mère adoptive, devient une figure de résistance. Et surtout Luthen Rael, stratège de l'ombre, qui nous rappelle Lénine par son sens de l'organisation clandestine, sa théorie de l'avant-garde et son rapport pragmatique aux réformistes.

Une série pour notre époque

Ce qui résonne avec force dans *Andor*, c'est son écho contemporain. L'Empire, c'est aussi l'État autoritaire, le néolibéralisme, la société de surveillance, les violences policières, la criminalisation des pauvres. Le fascisme n'y est pas une caricature, mais un processus froid, technocratique, efficace.

Radu Varl

ESSAI ***Sociétés animales. Un regard sociologique*, de Florent Kohler**

Éditions Dunod / Armand Collin, 2025, 240 pages, 26,90 euros.

Tous les animaux vivent en société. Ils ont une famille, peuvent appartenir à un clan et partagent leur territoire avec d'autres animaux (de leur espèce ou non). Pourtant, Florent Kohler démontre à quel point, lorsqu'il s'agit des animaux non-humains, ce fait est ignoré. Entre le postulat de « non-conscience », les expériences en laboratoire et le prisme biologiste, la science a particulièrement un train de retard.

Au contraire, Florent Kohler défend un *« anthropomorphisme critique »* pour s'ouvrir aux sentiments des animaux. En tant qu'anthropologue, il s'appuie aussi sur les textes de primatologues qui ont longtemps été méprisés par la communauté scientifique pour étayer le fait que la culture n'est pas propre aux humains. Le drame, c'est de comprendre que, contrairement à ce que les politiques de conservation des espèces nous promettent, l'hécatombe actuelle est déjà une perte définitive de communautés animales concrètes, avec leurs connaissances propres d'un territoire spécifique, etc.

Même s'il insiste sur le fait qu'il est temps que l'on s'intéresse aux animaux non-humains pour eux-mêmes (et non pas en reflet de notre espèce), son effort théorique bouscule forcément notre rapport aux sociétés animales.

Grimechat

RÉCIT ***L'Arbre et la Tempête*, de Quentin Müller**

Socotra, l'île oubliée. Éditions Marchialy, 2025, 350 pages, 22 euros.

Bien entendu, vous n'avez jamais entendu parler de l'île de Socotra, pas plus que des dragonniers, arbres vieux de 20 millions d'années, dont la sève rouge leur vaut le petit nom de « sang des frères ». Terre de légendes, perdue en mer d'Arabie, à quasi-équidistance de la Somalie et du Yémen, pays dont elle fait partie.

C'est de ces arbres, de cette île, de sa population viscéralement pacifique, aux traditions d'accueil bien établies, de la situation unique de ce territoire balloté au milieu d'enjeux géopolitiques impliquant les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, enjeux qui dépassent largement cet ancien

protectorat anglais, ancien sultanat autonome, que l'auteur veut rendre compte dans son livre.

La construction parfois chaotique de l'ouvrage semble bien coller avec un projet pas très abouti, construit chemin faisant, au fil des rencontres avec des personnages qui, pour habiter le même territoire, semblent vivre à des époques différentes des histoires étrangères les unes aux autres. Ainsi, les descendants directs des anciens sultans, mine de légendes et d'histoires relevant de la mythologie, contrastent avec les anciens tenants du socialisme panarabe ou les séides dévoués aux nouveaux maîtres de la région.

En dépit de certains côtés paternalistes — qui agacent — de l'auteur tant vis-à-vis de sa compagne que de certains de ses interlocuteurs, *l'Arbre et la Tempête* est un livre original et attachant.

Claude Moro

ÉCOLOGIE

« Nous luttons depuis le début pour préserver ces espaces agricoles, pas les céréaliers spéculateurs »

Entretien. *Bernard Loup, président du Collectif pour le triangle de Gonesse revient sur le combat pour empêcher l'urbanisation de 670 ha de terres exceptionnellement fertiles au nord de Paris, avant les 24 heures pour sauver les terres de Gonesse qui ont lieu les 14 et 15 juin.*

Où en est la lutte du CPTG (Collectif pour le triangle de Gonesse) ?
Il est encore possible de préserver les terres de Gonesse, après l'abandon d'Europacity et le discours de Castex en 2021 qui annonçait la réduction de la ZAC (zone d'activité concertée) de 300 à 110 ha et la construction d'une cité scolaire[1]. Le préfet du Val-d'Oise a finalement annulé en septembre 2024 la ZAC de 300 ha pour en créer une nouvelle de 122 ha qui fait l'objet en ce moment d'une enquête publique. Sur le triangle, la ligne 17 et la gare ne sont pas finies mais sur le point de l'être. Ces constructions prennent 5 à 10 ha mais ne coupent pas l'espace agricole. Il reste encore 670 ha disponibles mais les 122 ha prévus à l'urbanisation sont en plein milieu. Le combat pour empêcher l'urbanisation à cet endroit est donc impératif pour préserver l'ensemble des terres, si proches de Paris et pouvant produire quantité de denrées alimentaires pour la restauration collective. L'enjeu il est là, si les 122 ha sont urbanisés c'est la fin des terres agricoles sur les 670 ha. Même si la présence de la gare est maintenant irréversible, le combat contre la construction de la cité scolaire (début des travaux en 2026 et inauguration en 2028 avec la gare) reste un impératif. Si sa construction se réalise ce sera le déclenchement de l'urbanisation. Empêcher la construction de la cité scolaire sur le triangle, seul projet annoncé, mettrait un sérieux coup de frein aux projets d'urbanisation qui suivraient. D'où l'importance de l'enquête publique.

Si la présence de la gare est maintenant irréversible, le combat contre la construction de la cité scolaire reste un impératif

L'autre élément important dans l'enquête publique, c'est la construction d'un échangeur routier pour assurer un accès à la zone d'activité qui n'existait pas jusque-là. C'est ce nouvel accès routier qui va permettre comme on le prévoit l'afflux de camions pour des entrepôts de logistique ou des datacenters. C'est déjà ce que l'on voit sur toutes les zones d'activité autour de Roissy, comme c'est le cas sur les anciennes friches industrielles de PSA à Aulnay.
Une cité scolaire sous le bruit des avions et au milieu d'une zone d'activité tout-camion est complètement incompatible avec une vie scolaire ! C'est ce que nous exprimerons dans le cadre de l'enquête publique qui se déroule en ce moment (28 mai-31 juin) en espérant que la commissaire enquêtrice puisse donner un avis défavorable.

DR

On pense qu'il est possible de l'obtenir, et le CPTG et d'autres associations iront au tribunal. L'exemple de l'A69 prouve que c'est parfois possible d'obtenir des tribunaux des décisions qui aillent dans le sens de la préservation de l'environnement et de limiter ainsi les dégâts prévus par un certain nombre d'élus. Tous les espoirs sont permis pour obtenir l'abandon de l'urbanisation du triangle de Gonesse au profit de la restauration collective 100 % bio, et cet espoir a trouvé un appui avec le projet d'AgriParis Seine…

Qu'est-ce que c'est AgriParis Seine ?
AgriParis Seine s'est constitué en juillet 2023 à l'initiative de collectivités importantes : Paris, métropole du Grand Paris, le département de la Seine-Saint-Denis qui se sont associés à la métropole du Havre, de Rouen et une partie agricole de l'Yonne. Le but est de créer une filière de denrées bio et durables pour la restauration collective (scolaires, Ehpad, hôpitaux). Le nombre de repas servis dans la restauration collective est nettement supérieur au nombre de repas fournis par le système des AMAP. On touche à la fois un niveau nettement supérieur en quantité et aussi en enjeux politiques puisque la restauration collective est de la responsabilité des communes et des collectivités territoriales à un moment où on va avoir un renouvellement des conseils municipaux. Cet enjeu est une chance pour les territoires proches de Paris qui a déjà fait un travail pour préserver sa ressource en eau et qui maintenant s'engage aussi sur la question alimentaire. Pour nous, c'est essentiel et on essaie de faire le lien entre les communes de la métropole et celles du périurbain de l'Île-de-France qui ont des terres agricoles.

Le CPTG inscrit son action dans le cadre des « Soulèvements de la Seine ». Peux-tu nous expliquer de quoi il s'agit ?
Les Soulèvements de la Seine c'est une déclinaison en Ile-de-France (au sens large) des « Soulèvements de la Terre ». Ils regroupent 4 luttes en lien avec l'utilisation de la logistique dans une organisation mondialisée : la lutte dans les Hauts-de-France contre le méga-canal Seine-Nord Europe (CSNE), la lutte contre les aménagements de La Bassée, la lutte contre le projet Greendock d'implantation d'entrepôts à Gennevilliers et notre lutte. Dans tous ces problèmes de circulation de denrées, il y a un lobby qui intervient fortement et que l'on retrouve en Île-de-France : c'est l'intérêt des céréaliers d'avoir des moyens de communication et en particulier par les canaux pour spéculer sur le marché mondial des céréales. L'agriculture du triangle de Gonesse est une agriculture mondialisée, pas une agriculture de proximité, nourricière des territoires. Nous luttons depuis le début pour préserver ces espaces agricoles, pas pour préserver les céréaliers qui y sont et qui regardent le cours mondial des céréales pendant que leurs salariéEs sont sur les tracteurs au milieu de leurs propriétés agricoles. Ces céréaliers spéculateurs concurrencent la paysannerie d'Afrique et d'ailleurs. Ils portent une responsabilité dans la destruction de l'agriculture vivrière dans le monde entier.

Quels sont les moyens d'action et comment se faire entendre ?
Les moyens d'action sont ceux habituels des associations de défense de d'environnement : citoyens, en mobilisant le plus grand nombre, et politiques, en cherchant des complémentarités et des soutiens parmi des éluEs. Il y a aussi les interventions juridiques. Quand les avis des tribunaux sont en notre faveur, ils sont toujours bons à prendre. Par ailleurs, on n'exclut rien, y compris la désobéissance civile comme ce fut le cas à Notre-Dame-des-Landes où le CPTG s'est rendu à plusieurs reprises pour apporter son soutien, ou l'organisation d'une ZAD dont l'occupation a duré 17 jours durant l'hiver 2021.

On n'exclut rien, y compris la désobéissance civile

On pense à ce sujet que la ZAD de Gonesse a pesé dans le processus qui a conduit à la réduction de la ZAC et on n'exclut pas d'organiser des actions de désobéissance civile avec les Soulèvements de la Seine, en bénéficiant de l'expérience des autres, sachant que le CPTG ne sait pas tout faire.

Quelles sont les prochaines dates de mobilisation ?
Dans le cadre de l'enquête publique on organise les 14 et 15 juin « 24h pour sauver les terres de Gonesse »[2]. Par ailleurs le dernier dimanche de chaque mois, nous nous retrouvons de façon très conviviale avec un repas partagé à une vingtaine sur le triangle de Gonesse. Cela permet d'assurer la permanence de la lutte et de montrer à ceux qui veulent urbaniser qu'on est toujours là. On échange entre nous, et cette rencontre nous permet de préparer les actions comme celle que nous organisons les 14 et 15 juin.

Propos recueillis par Philippe et José (comité NPA 95)

1 – https://lanticapitaliste.org/actualite/ecologie/non-europacity-projet-inutile-et-dangereux
2 – Site web : www.ouiauxterresdegonesse

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste

Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste — la revue

Le n° 165 est disponible

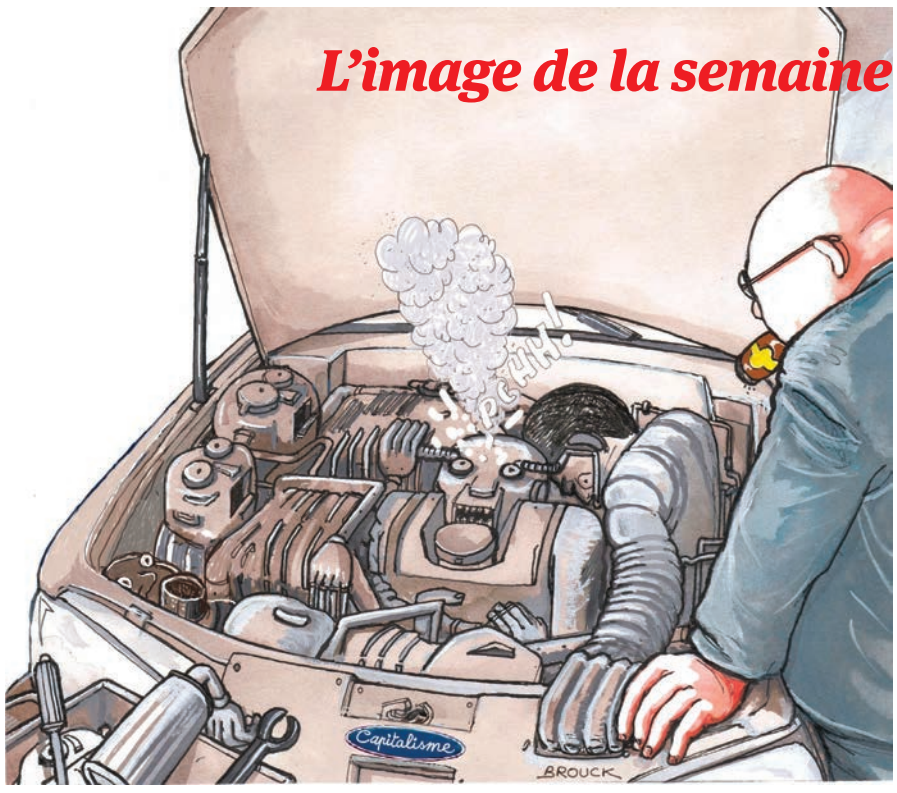
Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : l'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Abonne-toi

Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine